



L'intégration financière dans l'UEMOA et ses enjeux pour la Côte d'Ivoire

Abidjan – 24-25 Novembre

Samuel Guérineau, CERDI-Université d'Auvergne
Sylviane Guillaumont, CERDI-Université d'Auvergne

Plan de la présentation

L'intégration financière existante :

1. Les acquis sont importants
2. Les faiblesses font apparaître des marges d'amélioration

Le renforcement de l'intégration financière dans l'UEMOA :

3. Quels objectifs et quels *instruments* ?
4. Quels *risques* à anticiper ?
5. Quels *enjeux pour la Côte d'Ivoire* ?

1. Les acquis de l'intégration

- Une monnaie commune, une liberté des changes entre pays de l'UEMOA et des paiements intra-régionaux fluides
(système interbancaire de paiements régionaux + groupement interbancaire monétique qui permet les paiements par carte)
- Une loi bancaire unique et plusieurs banques régionales ou panafricaines intervenant dans plusieurs pays
(50% actifs bancaires de l'UEMOA appartiennent à des groupes bancaires panafricains)
- Des marchés monétaire et financier régionaux
La bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) depuis 1998 à Abidjan

1. Les acquis de l'intégration

- Associés à des institutions régionales
Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO)
Commission bancaire régionale
Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers.

- .. et à des bases d'information régionales
Une centrale des risques
Une centrale des incidents de paiements
une centrale des bilans

2. Les faiblesses et marges d'amélioration

a) Les faiblesses du développement financier

Un déficit quantitatif:

- Du système bancaire : faiblesse du volume des dépôts et surtout des crédits au secteur privé (cf. tableau infra)
- Des marchés financiers : faiblesse de la capitalisation, surtout en actions, malgré la hausse en 2013

(16% PIB de l'UEMOA, contre 35% au Kenya, 53% au Maroc, 75 % au Ghana)

2. Les faiblesses et marges d'amélioration

a) Les faiblesses du développement financier

Un déficit qualitatif / de structure

- Peu de crédits à moyen terme et long terme
(Respectivement 36% et 4% des crédits totaux en 2013)
- Faible inclusion financière (Ménages et PME, cf. tableau infra)
- Peu d'institutions financières non bancaires permettant une diversification des produits financiers
(13 contre 108 banques, aucune en GB et Bénin, 1 seule en RCI et au Niger)
- Peu de titres privés : concentration sur les titres publics
(Sept. 2014 : 88% des encours de TCN et 93% des obligations)

2. Les faiblesses et marges d'amélioration

Un développement financier rapide mais encore limité

	PED	Afrique SS	UEMOA	Côte D'Ivoire
M3/PIB (%) (Dépôts + billets)	49	36	35	41
Crédits au secteur privé/PIB (%)	36	23	22	19
Bancarisation (nombre comptes / 100 adultes)	33	21	10	17

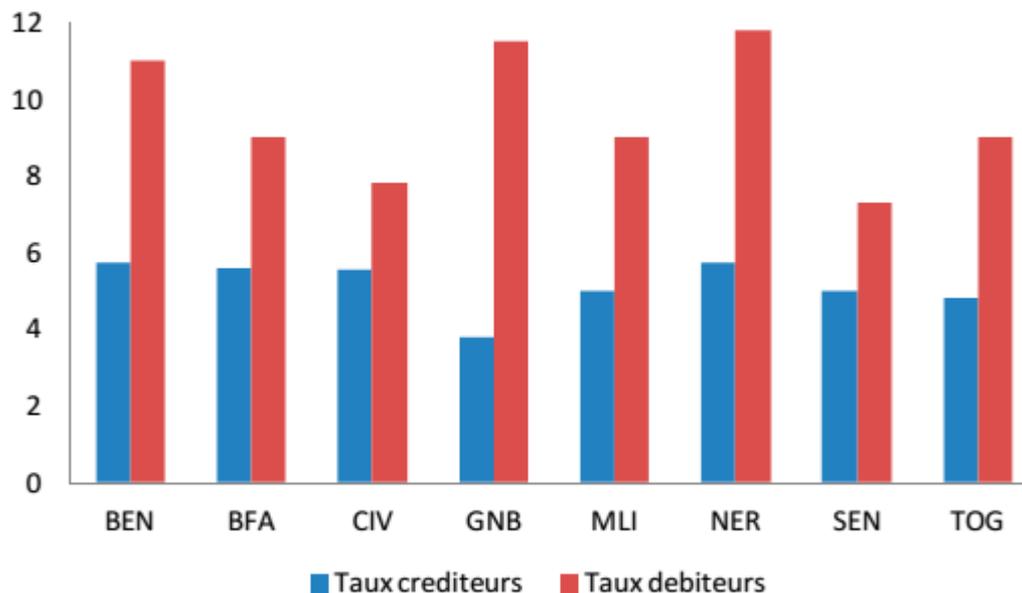
Sources : Financial structure, 2011, Banque Mondiale

2. Les faiblesses et marges d'amélioration

b) Les faiblesses de l'intégration financière

Au niveau des banques : des taux d'intérêt bancaires débiteurs élevés et disparates (effets limités de la concurrence)

Graphique 2 : taux créditeurs et débiteurs moyens (2005–2013)



Source : FMI

2. Les faiblesses et marges d'amélioration

b) Les faiblesses de l'intégration financière

Des marchés régionaux peu performants

- Un marché monétaire peu actif...

(volume annuel de transactions = 6% de l'actif bancaire)

... et fragmenté, comme le montre la variabilité assez forte du TAJJ d'une semaine à l'autre

(fourchette de 3,5 à 5,5% en juin 2014)

- Un marché financier :
 - Bien intégré pour les titres publics
 - Mais concentré sur les entreprises ivoiriennes pour les actions

3. Renforcer l'intégration : objectifs & instruments

Pourquoi renforcer l'intégration financière ?

- pour renforcer l'efficacité de la politique monétaire commune
- pour stimuler le développement financier et l'inclusion financière - et donc la croissance et la réduction de la pauvreté.

En effet :

- Un marché interbancaire plus intégré = meilleure transmission de la politique des taux de la BC
- Des banques réellement en concurrence dans les différents pays = effets sur les crédits (volume, structure, taux)
- Un marché financier régional plus large et liquide = condition de l'extension des financements à long terme

3. Renforcer l'intégration : objectifs & instruments

1/3 Accroître la confiance entre banques de l'Union pour réduire la fragmentation du marché interbancaire :

- Renforcer la sécurité des transactions qui devraient être garanties par l'échange de titres (pensions livrées)
- Actualisation des règles prudentielles (convergence vers Bâle III)
- Renforcer l'efficacité de la supervision, notamment sur base consolidée pour les banques régionales, et l'efficacité des mécanismes de redressement et de résolution.

3. Renforcer l'intégration : objectifs & instruments

2/3 Réduire les risques liés à l'usage des services bancaires

- **Renforcer la confiance des utilisateurs des banques**
 - Améliorer la supervision micro-prudentielle (cf. 1/3)
 - Améliorer la protection des consommateurs par des directives régionales (assurance des dépôts en projet)

- **Réduire le risque de crédit assumé par les banques et les IMF**
 - Accroître la couverture, la fiabilité et les facilités d'accès aux bases de données régionales (notamment centrale des bilans, bureaux de crédit, bases spécifiques aux IMF)
 - Améliorer la protection des créanciers : (i) plus d'indépendance et de ressources pour les tribunaux en charge des litiges, et (ii) simplification des procédures d'enregistrement et de recouvrement des garanties

3. Renforcer l'intégration : objectifs & instruments

3/3 Approfondir les marchés d'actifs financiers régionaux à LT en mobilisant mieux l'épargne régionale et en attirant l'épargne extérieure.

- **Améliorer le fonctionnement du marché**

- Réduire les coûts de transaction (plateforme électronique en cours de réalisation)

- **Développer le compartiment des titres à LT**

- Développer les supports d'épargne à LT (Assurance, FCP, en particulier à destination de l'épargne des migrants)

- Développer le marché secondaire pour accroître la liquidité des titres à LT

3. Renforcer l'intégration : objectifs & instruments

3/3 Approfondir les marchés d'actifs financiers régionaux à LT en mobilisant mieux l'épargne régionale et en attirant l'épargne extérieure.

- **Accroître l'attractivité du marché régional pour les résidents hors UEMOA**
 - Améliorer l'information pour les investisseurs internationaux (communication en anglais, intégration dans les indices « pays émergents »)
 - Application plus souple du contrôle des opérations financières avec l'extérieur pour les non résidents

- **Elargir l'intégration financière à la CEMAC ou la CEDEAO**
 - Des ressources abondantes...
 - Conditionnée à une liberté des changes entre pays
 - Et à une harmonisation de la réglementation des changes vis-à-vis de l'extérieur

4. Les risques à conjurer

Des gains certains mais aussi des risques

- Risque de contagion des crises bancaires entre pays, eux-mêmes soumis à des chocs extérieurs fréquents et idiosyncratiques
- Des crises bancaires pouvant être associées à un défaut sur une dette souveraine

Illustration par l'Union monétaire européenne

Risques accentués par un élargissement géographique de l'intégration financière.

4. Les risques à conjurer

Ce qui amène à considérer:

- La solidité du système bancaire de l'UEMOA
- L'endettement des Etats

4. Les risques à conjurer

- La solidité du système bancaire
 - Inégale selon les pays et les banques :
les normes prudentielles ne sont pas partout respectées et certaines banques doivent encore être restructurées
 - Difficile à apprécier par les tests de résistance
En 2013 les tests de la BCEAO reposent sur des données de 2011

4. Les risques à conjurer

Une certaine fragilité du système bancaire

Respect des principales normes prudentielles par pays, fin juin 2013						
Ratios de solvabilité			Autres ratios prudentiels			
Nombre de banques par pays	Ratio de fds propres min. (5 milliards FCFA)	Ratio de fonds propres (min. 8%)	Exposition à un gros emprunteur (max 75% des fds propres)	Prêts entre parties liées (max 20% des fds propres)	Ratio de transformation (50%)	Ratio de liquidité
Bénin (12)	10	10	6	9	9	9
Burkina Faso (12)	8	7	1	8	9	7
Cote d'Ivoire (24)	17	15	11	13	16	15
Guinée-Bissau (4)	3	3	3	3	3	4
Mali (13)	11	9	8	10	9	10
Niger (10)	7	7	6	7	7	7
Sénégal (19)	17	15	13	14	17	7
Togo (12)	8	9	7	7	6	7
UEMOA (106)	81	75	55	71	76	66
Pourcentage de banques en conformité	76%	71%	52%	67%	72%	62%

Source : BCEAO

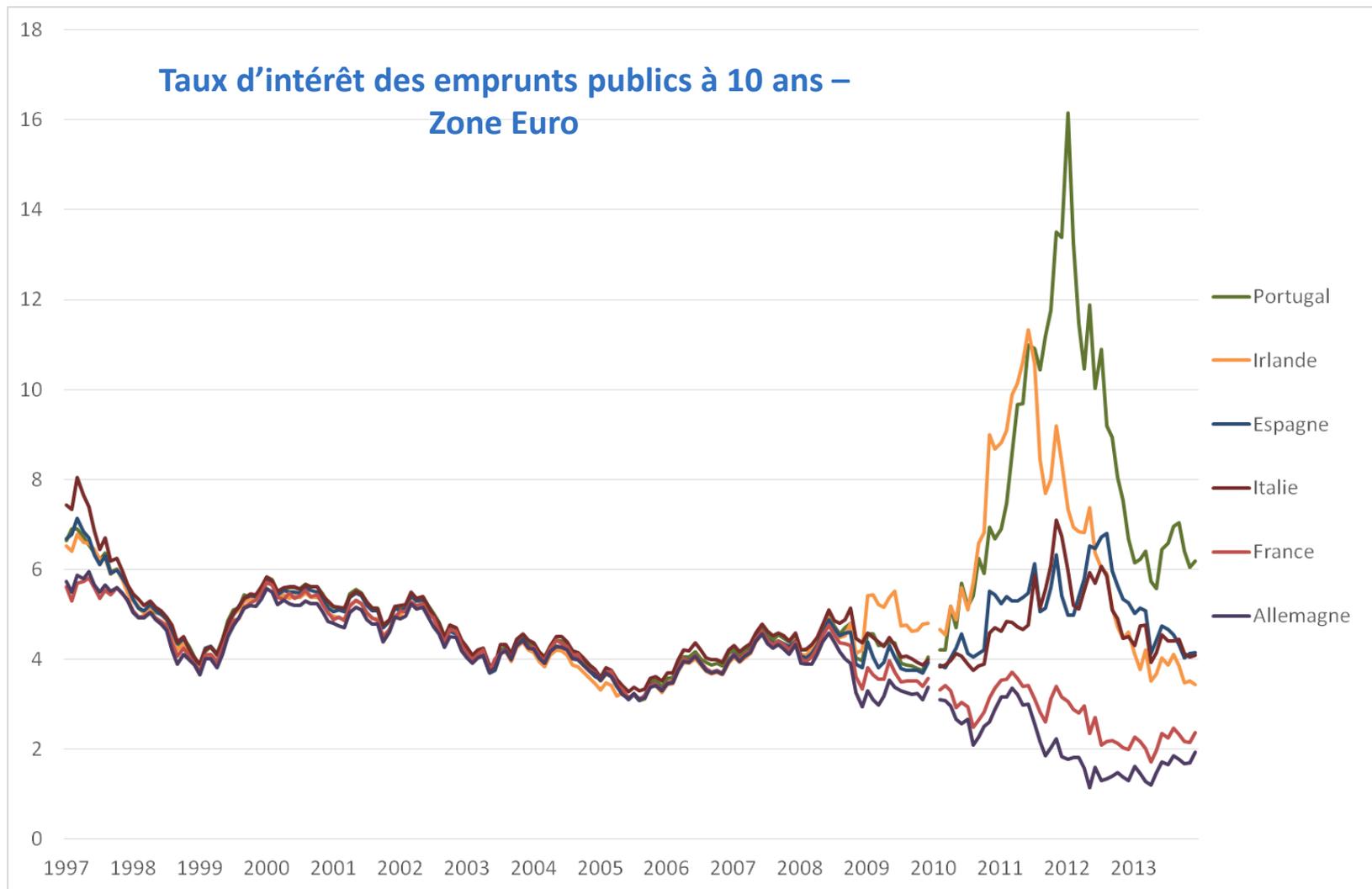
4. Les risques à conjurer

➤ La question de la dette souveraine

Faible endettement public (grâce à PPTE/IADM)
...mais rapidement croissant dans certains pays
...facilité par l'intégration financière

En Europe le marché n'a pas envoyé de signaux sur les risques de défaut

4. Les risques à conjurer



Source : BCE., tiré de Bénassy-Quéré

4. Les risques à conjurer

	Bons du Trésor (24 mois)	
Benin	6,31	Juillet 14
Cote d'Ivoire	5,76	Juin 14
Sénégal	5,19	Mai 2014
Cote d'Ivoire	5,57	Avril 14
Bénin	5,55	Mars 14
Sénégal	5,18	Janvier 2014
Cote d'Ivoire	5,88	Décembre 13
Cote d'Ivoire	5,81	Octobre 13
Sénégal	5,79	Mai 13
Guinée-Bissau	6,21	Avril 2013
Sénégal	5,9	Février 13
Cote d'Ivoire	5,96	Février 13
Cote d'Ivoire	5,96	Octobre 2012
Sénégal	6,07	Août 2012

- Forte homogénéité des taux
⇒ faiblesse de la prime de risque pays

(homogénéité encore plus forte sur les obligations)

4. Les risques à conjurer

Prise de conscience du problème par la Commission et les Etats: des actions sont engagées

- Volonté de renforcer la supervision bancaire régionale
(accroissement des moyens régionaux , collaboration accrue avec les autorités nationales pour l'application des décisions régionales)
- Volonté de réformer la surveillance multilatérale des budgets, dont les critères sont mal respectés
 - La réforme des critères acquise mais le taux d'endettement maximum maintenu à 70% et convergence reportée à 2019 pour le nouveau solde (>-3%)
 - Les critères mieux respectés? Problème de fiabilité des l'informations et d'engagement des autorités nationales

La Commission devrait veiller plus étroitement à la transposition des directives régionales dans les législations nationales

4. Les risques à conjurer

➤ Un Fonds régional de stabilisation (en cours de réalisation)

⇒ Essentiel pour un partage des risques face à des chocs spécifiques à certains pays de l'Union

⇒ Accroissement de l'attractivité des titres du marché financier

5.L'intégration financière dans l'UEMOA : les enjeux pour la Côte d'Ivoire

➤ Des gains spécifiques pour la Côte d'Ivoire

- Les besoins financiers de la Côte d'Ivoire sont les plus importants de l'UEMOA (taille / perspectives de croissance)

Plus du tiers du PIB de l'UEMOA et forte croissance depuis 2012 (près de 10% par an) que l'on espère voir se poursuivre

- Importance du financement interne du déficit (2/3)

Avantage de la levée de fonds sur le marché financier régional car risque de hausse des taux sur les marchés internationaux avec la nouvelle politique de la FED (fin du « quantitative easing »)

- Externalités de la place boursière régionale située à Abidjan (développement des services associés et de l'emploi spécialisé experts-comptables, juristes, informaticiens, ...)

5.L'intégration financière dans l'UEMOA : les enjeux pour la Côte d'Ivoire

➤ Une responsabilité particulière

- La Côte d'Ivoire est engagée dans des réformes importantes de son système financier

qui prennent place dans un cadre régional où elle joue un rôle de leader

Restructuration des banques publiques de développement, financement des PMS, régulation de la micro-finance, nouveaux instruments du marchés financiers, en collaboration avec la Commission

- L'intégration financière implique des transferts de souveraineté qui ne sont possibles que s'ils sont voulus par le pays le plus important.